

Gouvernement du Québec

## Décret 203-2011, 16 mars 2011

CONCERNANT une avance du ministre des Finances au fonds de la Commission des relations du travail

ATTENDU QUE le fonds de la Commission des relations du travail a été constitué par l'article 137.62 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27);

ATTENDU QUE l'article 137.63 de ce code prévoit que le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer au fonds de la Commission des relations du travail des sommes prélevées sur le fonds consolidé du revenu et que l'avance versée est remboursable sur le fonds de la Commission;

ATTENDU QUE le fonds de la Commission des relations du travail pourrait connaître, dans le cours normal de ses opérations, des manques temporaires de liquidités;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre des Finances à avancer au fonds de la Commission des relations du travail, sur le fonds consolidé du revenu, une somme en capital global n'excédant pas 3 500 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre du Travail :

QUE le ministre des Finances soit autorisé à avancer au fonds de la Commission des relations du travail, à même le fonds consolidé du revenu, sur une base rotative, des sommes dont le capital global en cours à un moment donné ne pourra excéder 3 500 000 \$, aux conditions suivantes :

1° les avances porteront intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada en vigueur de temps à autre pendant la durée de cette avance;

2° aux fins du paragraphe précédent, l'expression « taux préférentiel » signifie le taux d'intérêt annuel annoncé de temps à autre, par la Banque Nationale du Canada, comme étant son taux d'intérêt de référence alors en vigueur, exprimé sur une base annuelle, qu'elle exigera au cours de la période concernée sur ses prêts commerciaux consentis au Canada, en dollars canadiens, et qu'elle appelle son taux préférentiel;

3° le taux préférentiel sera appliqué sur le solde quotidien pour le nombre de jours réellement écoulés sur la base d'une année de 365 jours;

4° l'intérêt sera payable le 30 juin et le 31 décembre de chaque année;

5° les avances viendront à échéance au plus tard le 31 mai 2016, sous réserve du privilège du fonds de la Commission des relations du travail de les rembourser en tout ou en partie par anticipation et sans pénalité;

6° les avances seront attestées au moyen d'un écrit en la forme agréée par le ministre des Finances;

QUE le présent décret ait effet le 1<sup>er</sup> avril 2011.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

55271

Gouvernement du Québec

## Décret 209-2011, 16 mars 2011

CONCERNANT la nomination de sept membres avocates du Tribunal administratif du Québec, affectées à la section des affaires sociales

ATTENDU QUE l'article 38 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) prévoit que le Tribunal administratif du Québec est composé de membres indépendants et impartiaux nommés durant bonne conduite par le gouvernement qui en détermine le nombre en tenant compte des besoins du Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 42 de cette loi prévoit notamment que les membres de ce Tribunal sont choisis parmi les personnes déclarées aptes suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 57 de cette loi précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998 en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce Tribunal;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement du mandat de ces membres, édicté par le décret numéro 317-98 du 18 mars 1998, la secrétaire générale associée

responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité de sélection pour examiner notamment la candidature de M<sup>e</sup> Madeleine Aubé, M<sup>e</sup> Christine Côté, M<sup>e</sup> Marie-Louise Côté, M<sup>e</sup> Gisèle Lacasse, M<sup>e</sup> Josée Lapalme, M<sup>e</sup> Judith Lauzon et M<sup>e</sup> Claude Turpin;

ATTENDU QUE ce comité a soumis son rapport à la secrétaire générale associée, au ministre de la Justice et aux ministres responsables de l'application des lois prévoyant un recours devant les sections du Tribunal visées par le recrutement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE les personnes suivantes soient nommées à compter du 28 mars 2011, durant bonne conduite, membres avocates du Tribunal administratif du Québec, affectées à la section des affaires sociales :

— M<sup>e</sup> Madeleine Aubé, directrice générale associée, Division litige et droit public, ministère de la Justice, au traitement annuel de 118 704 \$;

— M<sup>e</sup> Gisèle Lacasse, avocate, Lagacé, Goupil & Lacasse, au traitement annuel de 118 704 \$;

QUE les personnes suivantes soient nommées à compter du 11 avril 2011, durant bonne conduite, membres avocates du Tribunal administratif du Québec, affectées à la section des affaires sociales :

— M<sup>e</sup> Christine Côté, avocate en pratique privée, au traitement annuel de 111 798 \$;

— M<sup>e</sup> Claude Turpin, avocate, Commission de la santé et de la sécurité du travail, au traitement annuel de 107 123 \$;

QUE les personnes suivantes soient nommées à compter du 18 avril 2011, durant bonne conduite, membres avocates du Tribunal administratif du Québec, affectées à la section des affaires sociales :

— M<sup>e</sup> Marie-Louise Côté, commissaire à la section de l'immigration, Commission de l'immigration et du statut de réfugié, au traitement annuel de 104 826 \$;

— M<sup>e</sup> Josée Lapalme, avocate, Régie des alcools, des courses et des jeux, au traitement annuel de 103 957 \$;

— M<sup>e</sup> Judith Lauzon, avocate, Office québécois de la langue française, au traitement annuel de 99 482 \$;

QUE M<sup>e</sup> Madeleine Aubé, M<sup>e</sup> Christine Côté, M<sup>e</sup> Marie-Louise Côté, M<sup>e</sup> Gisèle Lacasse, M<sup>e</sup> Josée Lapalme, M<sup>e</sup> Judith Lauzon et M<sup>e</sup> Claude Turpin bénéficient des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des membres du Tribunal administratif du Québec édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Madeleine Aubé et M<sup>e</sup> Gisèle Lacasse soit à Québec;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Christine Côté, M<sup>e</sup> Marie-Louise Côté, M<sup>e</sup> Josée Lapalme, M<sup>e</sup> Judith Lauzon et M<sup>e</sup> Claude Turpin soit à Montréal.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

55277

Gouvernement du Québec

## Décret 210-2011, 16 mars 2011

CONCERNANT la nomination d'une membre médecin et de deux membres médecins à temps partiel du Tribunal administratif du Québec, affectées à la section des affaires sociales

ATTENDU QUE l'article 38 de la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) prévoit que le Tribunal administratif du Québec est composé de membres indépendants et impartiaux nommés durant bonne conduite par le gouvernement qui en détermine le nombre en tenant compte des besoins du Tribunal;

ATTENDU QUE l'article 42 de cette loi prévoit notamment que les membres de ce Tribunal sont choisis parmi les personnes déclarées aptes suivant la procédure de recrutement et de sélection établie par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 57 de cette loi précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 318-98 du 18 mars 1998 en application de l'article 56 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des membres de ce Tribunal;

ATTENDU QUE conformément à l'article 5 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées membres du Tribunal administratif du Québec et sur celle de renouvellement